

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 DÉCEMBRE 1909.

Proposition de loi relative à l'emploi de la langue flamande dans l'armée.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Dans un pays bilingue comme le nôtre il devrait être de règle stricte que tous ceux qui, par leurs fonctions administratives, sont en rapport avec le public ou qui détiennent une partie de l'autorité, quelque minime soit-elle, possèdent les deux langues nationales. C'est là un principe d'équité dont l'application devrait être absolument générale, dans tous les domaines, mais qui dans l'armée surtout ne pourrait subir d'exception d'aucune sorte.

La discipline de l'armée exige que les subordonnés exécutent ponctuellement, rapidement et complètement les ordres de leurs supérieurs. Ceci devient impossible quand entre l'officier et le soldat il ne peut y avoir la communion intime résultant de la similitude de langage.

L'officier, pour faire de sa troupe un instrument homogène, doit pouvoir se faire comprendre de tous ses soldats indistinctement.

L'armée doit être avant tout une école de patriotisme. Pour le Flamand l'attachement à la langue qu'il parle est inséparable de l'amour qu'il porte à son pays. Or, quand il arrive à l'armée et qu'il y constate que sa langue n'est parlée ni comprise par ses supérieurs, il se sent humilié et amoindri et il se rend compte que dans son pays il y a une différence, à son détriment, entre les citoyens de ce pays. Ses sentiments patriotiques doivent évidemment en être émoussés.

Nous basant sur ces considérations, nous avons l'honneur de proposer que, « dans un délai de trois ans, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, nul ne pourra être nommé officier ou médecin dans l'armée, s'il ne justifie d'une connaissance suffisante de la langue flamande et de la langue française ».

Certes, la connaissance du flamand est exigée de ceux qui exercent un commandement dans l'armée, et tous les ans cette exigence est rappelée.

Mais il n'en est pas moins vrai qu'actuellement encore il y a beaucoup d'officiers qui, dans la pratique, ne connaissent pas le flamand. Il est donc nécessaire que les prescriptions, relatives à l'obligation pour les officiers de connaître les deux langues nationales, soient consacrées par la loi.

Aux arguments qui militent en faveur de la connaissance de la langue flamande pour les officiers, s'ajoutent, en ce qui concerne les médecins militaires, des considérations de sentiment.

J'eus l'honneur de les exposer comme suit, à la séance du 24 novembre dernier, lors de la discussion de l'amendement à la loi sur la milice, présenté par l'honorable M. Daens : « Il faut, disais-je, qu'il y ait communion intime entre le malade et le médecin. Il ne suffit pas que celui-ci prescrive et applique des remèdes ; il faut encore que sa parole consolatrice et encourageante puisse relever le moral de son malade. Or, comment voulez-vous que cela se fasse lorsque, entre le malade et le médecin, existe cet abîme constitué par la différence de langue ? Vous voyez qu'alors le facteur moral de la guérison, souvent le principal, n'existe pas !

» Et n'oubliez pas, messieurs, que lorsqu'un soldat est envoyé à l'hôpital, qu'il soit malade ou blessé, il a gagné cette maladie, ou il a été atteint de cette blessure à la suite d'un service qui lui a été imposé pour le bien de la patrie. »

Quant à la deuxième partie de notre proposition de loi, relative à l'emploi de la langue flamande, conformément à la loi du 24 mai 1878, dans les rapports des autorités militaires avec les parents ou tuteurs des soldats et avec les autorités civiles, elle se justifie par ce fait que les autorités militaires quand elles sont en rapport, soit par correspondance, soit de tout autre manière, avec les autorités civiles des provinces flamandes, se servent en général de la langue française. Ces autorités ne se conforment donc pas aux dispositions de la loi de 1878 et l'obligation, par une loi spéciale, de l'emploi de la langue flamande dans les cas susindiqués, s'impose.

Il en est de même du dernier alinéa de la proposition de loi que nous avons l'honneur de présenter à la Chambre.

Cet alinéa est ainsi conçu :

« Toutes les pièces à remettre à des soldats flamands ou à signer par eux, notamment les carnets de la masse d'habillement, les carnets de la Caisse d'épargne, les formules de congés et d'engagements volontaires, etc., doivent être rédigées et tenues à jour en flamand. »

Faut-il justifier cette disposition ? L'honorable M. Henderickx l'a fait en excellents termes à cette même séance du 24 novembre 1909, où il s'exprimait ainsi :

« Quoi de plus juste, Messieurs, que cette disposition ? On remet très souvent aux soldats flamands des documents rédigés exclusivement en français : ils n'y comprennent rien. Autant vaut ne leur remettre aucune pièce. C'est là encore un abus qui doit prendre fin. Ces dispositions sont déjà appliquées en fait, dit-on. Quel mal y a-t-il dès lors à les consacrer par un texte de loi et à garantir ainsi leur maintien ? »

Messieurs, tenant compte des situations acquises, notre proposition de loi admet un délai de trois ans pour la mise en vigueur. Mais, on ne saurait sérieusement le contester, elle consacre un principe éminemment juste. L'intérêt du pays exige, en effet, qu'en toute matière et principalement pour la question des langues, l'égalité la plus absolue existe entre tous les citoyens.

D^r PERSOONS.



PROPOSITION DE LOI

relative à l'emploi de la langue flamande dans l'armée.

ARTICLE UNIQUE.

Dans un délai de trois ans, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, nul ne pourra être nommé officier ou médecin dans l'armée s'il ne justifie d'une connaissance suffisante de la langue flamande et de la langue française.

Toutes les autorités militaires devront se conformer aux dispositions de la loi du 22 mai 1878 sur l'emploi des langues, en matière administrative, à l'égard des hommes originaires des provinces d'Anvers et de Limbourg, des deux Flandres et des arrondissements de Bruxelles et de Louvain. Il en sera de même dans leurs rapports avec les parents ou tuteurs de ces hommes et avec les autorités de ces diverses provinces ou arrondissements.

Toutes les pièces à remettre à des soldats flamands ou à signer par eux, notamment les carnets de la masse d'habillement, les livrets de la Caisse d'épargne, les formules de congés et d'engagements volontaires, etc., devront être rédigées et tenues à jour en flamand.

WETSVOORSTEL

betreffende het gebruik van de Vlaamsche taal in het leger.

EENIG ARTIKEL.

Binnen een termijn van drie jaar, te rekenen van het in werking treden van deze wet, kan niemand worden benoemd tot officier of tot geneesheer in het leger, indien hij niet bewijst dat hij de kennis van de Vlaamsche en van de Fransche taal op voldoende wijze bezit.

Alle militaire overheden moeten zich schikken naar de wet van 22 Mei 1878 op het taalgebruik, in bestuurszaken, ten opzichte van de manschappen afkomstig van de provinciën Antwerpen, Limburg, Oost- en West-Vlaanderen, en van de arrondissementen Brussel en Leuven, alsmede ten opzichte van de ouders of voogden dier manschappen en van de overheden dezer verschillende provinciën en arrondissementen.

Alle stukken, aan Vlaamsche manschappen te overhandigen of hun ter onderteekening voor te leggen, met name de soldatenboekjes voor de kleedingsmassa, de spaarkasboekjes, de verlofbrieven, de verbintenissen tot vrijwillige dienstneming, enz., moeten in 't Vlaamsch worden opgesteld en bijgehouden.

D^r PERSOONS.

E. VANDERVELDE.

E. ANSELE.

— 30 —

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 DECEMBER 1909.

Wetsvoorstel betreffende het gebruik van de vlaamsche taal in het leger.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In een tweetalig land zooals het onze, behoorde men als vaste regel aan te nemen, dat al degenen die door hun ambt, bij een openbaar bestuur, in betrekking zijn gesteld met het publiek en bekleed met een gedeelte van het gezag, hoe gering ook, onze twee volkstalen kennen.

Dat beginsel wordt door de billijkheid ingegeven; het zou van algemeene toepassing moeten zijn, moeten bestaan op elk gebied, en vooral geene uitzondering mogen dulden waar er sprake is van 't leger.

De tucht bij het leger vergt dat de bevelen der oversten stipt, snel en volkomen door de minderen worden uitgevoerd. Nu, dat wordt onmogelijk wanneer er tusschen officier en soldaat niet bestaat die innige gemeenschap voortvloeiende uit het gebruik eener gemeenschappelijke taal.

Wil de officier van zijne troepen een werktuig maken waarin eenheid bestaat, dan is het noodig dat hij zich kunne doen verstaan door al zijne manschappen, zonder onderscheid.

Het leger moet, in de eerste plaats, eene school zijn tot aanvuring van vaderlandsliefde. Voor den Vlaming is de liefde voor de taal die hij spreekt onafscheidbaar van zijne liefde voor het vaderland. Wanneer hij, bij het leger komende, vaststelt dat zijne taal niet wordt gesproken door zijne oversten, dat dezen ze niet verstaan, gevoelt hij zich vernederd, gekleineerd; dan begrijpt hij dat, tot zijn nadeel, alle burgers niet op gelijken voet worden behandeld. En zoo komt het, dat zijne vaderlandslievende gevoelens verzwakken.

Op die beschouwingen steunende, hebben wij de eer voor te stellen, dat « binnen een termijn van drie jaar, te rekenen van het in werking treden van deze wet, niemand kan worden benoemd tot officier of tot geneesheer in het leger, indien hij niet bewijst dat hij de kennis van de Vlaamsche en van Fransche taal op voldoende wijze bezit ».

De kennis van het Vlaamsch wordt, weliswaar, gevergd van al wie een bevelhebberschap bij het leger uitoefent, en ieder jaar wordt deze vereischte in herinnering gebracht. Doch het staat niettemin vast, dat er thans nog een aantal officieren zijn die werkelijk geen Vlaamsch kennen. Het is dus bepaald noodig dat de voorschriften, betreffende de verplichting voor de officieren om de twee volkstalen te kennen, worden opgenomen in de wet.

Benevens de argumenten die men kan inroepen om te eischen dat de officieren de Vlaamsche taal machtig zijn, kan men, waar het de militaire geneesheeren betreft, beschouwingen inroepen, door het hart en het gevoel ingegeven. Ik had de eer die op 24 November laatstleden uiteen te zetten bij de beraadslaging over het amendement, door den heer Daens op de militiewet ingediend : « 't Is noodig, zegde ik, dat er innige gemeenschap besta tusschen den zieke en den geneesheer. 't Is niet voldoende dat deze geneesmiddelen voorschrijve en toepasse; het is ook noodig dat zijn troostend en aanmoedigend woord het moreel van zijn zieke kunne opbeuren.

Nu, hoe wilt ge dat het inderdaad zoo zij, indien er tusschen zieke en geneesheer een afgrond bestaat, doordien dat ze beiden verschillende talen spreken? Gij ziet het : de moreele aanleiding tot genezing, dikwijls de voor naamste, is er niet!

Vergeet niet, mijne heeren, dat de soldaat, wanneer hij naar het hospitaal wordt gezonden, ziek of gekwetst, deze ziekte heeft opgedaan of deze verwondingen heeft gekregen ten gevolge van een dienst, hem in 't belang van het vaderland opgelegd. »

Wat betreft het tweede gedeelte van ons wetsvoorstel, aangaande het gebruik van de Vlaamsche taal, overeenkomstig de wet van 24 Mei 1878, bij de betrekkingen van de militaire overheden met de ouders of voogden der soldaten, alsmede met de bestuursoverheid, dit tweede gedeelte wordt hierdoor gerechtvaardigd dat de militaire overheid, wanneer ze zich bij briefwisseling of anderszins wendt tot de bestuursoverheid der Vlaamsche provinciën, zich over 't algemeen van de Fransche taal bedient. Die overheden handelen dus niet naar de voorschriften der wet van 1878, en 't is noodig dat ze bij eene wet worden gedwongen om, in de gegeven omstandigheden, gebruik te maken van de Vlaamsche taal.

Hetzelfde geldt voor het laatste lid van het wetsvoorstel dat wij de eer hebben bij de Kamer in te dienen.

Dit lid luidt aldus :

« Alle stukken, aan Vlaamsche manschappen te overhandigen of hun ter onderteekening voor te leggen, met name de soldatenboekjes voor de kleedingsmassa, de spaarkasboekjes, de verlofbrieven, de verbintenissen tot vrijwillige dienstneming, enz., moeten in 't Vlaamsch worden opgesteld en bijgehouden. »

Dient deze bepaling te worden gerechtvaardigd? De heer Henderickx heeft het, ter zelve vergadering van 24 November 1908, in voortreffelijke bewoordingen gedaan. Hij drukte zich uit als volgt :

« Wat is er, Mijne Heeren, meer rechtvaardig dan die bepaling? Aan de Vlaamsche soldaten worden dikwijls stukken gegeven uitsluitend in

't fransch opgesteld, en waarvan ze niets verstaan. Men kan hun even zoo goed geen stukken geven. Weeral een misbruik dat een einde moet nemen !

» Werkelijk worden deze bepalingen reeds toegepast, zegt men. Als 't zoo is, waarom ze dan niet bekrachtigd door een wetstekst, die er de handhaving van moet waarborgen? »

Mijne Heeren, met het oog op de bestaande toestanden, bepaalt ons wetsvoorstel een termijn van drie jaren voordat het in werking treedt. Doch niemand zou het ernstig kunnen betwisten, ons voorstel gaat uit van een hoogst rechtvaardig beginsel. 't Belang van het land vergt immers dat er op elk gebied en inzonderheid op het gebied der talen de meest volkomene gelijkheid bestaat voor alle burgers.

D^r PERSOONS.



PROPOSITION DE LOI

relative à l'emploi de la langue flamande dans l'armée.

ARTICLE UNIQUE.

Dans un délai de trois ans, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, nul ne pourra être nommé officier ou médecin dans l'armée s'il ne justifie d'une connaissance suffisante de la langue flamande et de la langue française.

Toutes les autorités militaires devront se conformer aux dispositions de la loi du 22 mai 1878 sur l'emploi des langues, en matière administrative, à l'égard des hommes originaires des provinces d'Anvers et de Limbourg, des deux Flandres et des arrondissements de Bruxelles et de Louvain. Il en sera de même dans leurs rapports avec les parents ou tuteurs de ces hommes et avec les autorités de ces diverses provinces ou arrondissements.

Toutes les pièces à remettre à des soldats flamands ou à signer par eux, notamment les carnets de la masse d'habillement, les livrets de la Caisse d'épargne, les formules de congés et d'engagements volontaires, etc., devront être rédigées et tenues à jour en flamand.

WETSVOORSTEL

betreffende het gebruik van de Vlaamsche taal in het leger.

EENIG ARTIKEL.

Binnen een termijn van drie jaar, te rekenen van het in werking treden van deze wet, kan niemand worden benoemd tot officier of tot geneesheer in het leger, indien hij niet bewijst dat hij de kennis van de Vlaamsche en van de Fransche taal op voldoende wijze bezit.

Alle militaire overheden moeten zich schikken naar de wet van 22 Mei 1878 op het taalgebruik, in bestuurszaken, ten opzichte van de manschappen afkomstig van de provinciën Antwerpen, Limburg, Oost- en West-Vlaanderen, en van de arrondissementen Brussel en Leuven, alsmede ten opzichte van de ouders of voogden dier manschappen en van de overheden dezer verschillende provinciën en arrondissementen.

Alle stukken, aan Vlaamsche manschappen te overhandigen of hun ter onderteekening voor te leggen, met name de soldatenboekjes voor de kleedingsmassa, de spaarkasboekjes, de verlofbrieven, de verbintenissen tot vrijwillige dienstneming, enz., moeten in 't Vlaamsch worden opgesteld en bijgehouden.

D^r PERSOONS.

E. VANDERVELDE.

E. ANSEELE.